

Rapport: La participation citoyenne. Et après ? Quelles alternatives pour résoudre la crise de la démocratie ?

Introduction

C'est à Rouge-Cloître, au cœur d'Auderghem, que s'est tenu en novembre dernier un colloque dédié au futur de la participation citoyenne : « *La participation citoyenne. Et après ? Quelles alternatives pour résoudre la crise de la démocratie ?* »

Se déroulant sur deux journées ainsi qu'une soirée de clôture, ce colloque a rassemblé académiques, praticiens, représentants politiques, fonctionnaires et citoyens, tous désireux de trouver ensemble des pistes de solutions et de réflexions sur l'avenir de la participation citoyenne à Auderghem et au-delà.

Cette initiative a été portée par la commune d'Auderghem, Particitiz et Julien Vrydagh (PhD, University of Stuttgart), et s'inscrit dans la démarche participative de la commune mise en place depuis 2019. Depuis 2019, de nombreux projets participatifs ont effectivement été mis en place par la commune tels que l'Assemblée des Habitants d'Auderghem (ADH), les Assemblées de Quartier (ADQ) ou encore des budgets partagés.

En 2023, la commune a souhaité prendre du recul afin de revenir sur ses succès, mais également sur les obstacles et défis auxquels elle fait face depuis ces dernières années comme par exemple l'essoufflement général visible pour les processus de participation. À travers ce colloque, la commune d'Auderghem aspirait à engager un dialogue inspirant portant sur l'avenir de la participation citoyenne.

Ce rapport revient de manière générale sur les présentations et échanges qui ont eu lieu les 15 et 16 novembre 2023.

Première journée du colloque – 15 novembre 2023

SESSION 1 – INTRODUCTION

Sophie de Vos, la Bourgmestre d'Auderghem, a introduit le colloque en partant du constat qu'après l'instauration, il y a 5 ans, d'une stratégie de participation citoyenne ambitieuse à Auderghem, la commune était à présent confrontée à certaines difficultés. L'objectif initial de ré-enchanter la démocratie à Auderghem n'a été que partiellement atteint. En effet, malgré des chiffres impressionnants de participation (sur une population de 35.000 Auderghemois, une personne sur trois a participé au moins une fois à l'un des différents processus participatifs mis en place tel que le Budget Partagé), l'Assemblée des Habitants d'Auderghem peine à fidéliser durablement ses membres et la deuxième édition du Budget Partagé a surtout mobilisé des publics avertis ou ayant déjà l'habitude de s'engager. La Bourgmestre constate aussi que s'ils étaient pionniers, l'Assemblée des Habitants et le Budget

Partagé souffrent aujourd'hui de la multiplication désordonnée des dispositifs participatifs (ou présentés comme tels). Selon elle, cette multiplication, aggravée par la lasagne institutionnelle belge, altère la crédibilité de la participation citoyenne de manière globale et entraîne un phénomène d'essoufflement.

Partant de ce constat, la commune a souhaité ouvrir le débat à un public plus large afin de réfléchir sur la manière dont la participation citoyenne pouvait à Auderghem, mais également au-delà de la commune, permettre réellement de rapprocher les citoyens et les élus.

SESSION 2 – LE MALAISE DEMOCRATIQUE

La première présentation a été réalisée par **Julien Vrydagh** (PhD, University of Stuttgart) qui a présenté un état de l'art de la crise de la démocratie. Dans sa présentation, celui-ci a expliqué que la « crise de la démocratie » était un concept souvent employé mais qu'il était nécessaire de préciser la crise dont on parlait ainsi de ce qu'on entendait par démocratie car ces deux termes pouvaient être entendus de manière différentes selon la perception que l'on avait de la démocratie.

En effet, on se rend compte que pour certains, la démocratie est considérée comme fonctionnelle et en bon état mais que pour d'autres, ça n'est pas le cas. La crise de la démocratie est un concept subjectif. Cependant, certaines tendances objectives se dégagent et peuvent être catégorisées en trois grandes dimensions :

L'inclusion : manque de représentations descriptives. Certaines catégories de population sont moins représentées en termes de genre, d'âge, de profil sociodémographique, ... On observe également une diminution de la participation politique conventionnelle.

La formation de la volonté collective : d'une part le débat public et sa surabondance d'informations, notamment via l'influence des réseaux sociaux qui crée un cloisonnement des échanges et des réflexions, et d'autre part les élus qui éprouvent de plus en plus de difficultés à savoir ce que l'opinion publique souhaite.

La capacité des élus à prendre une décision : les structures étatiques existantes sont inappropriées pour traiter des problèmes contemporains tels que le changement climatique qui dépasse les frontières géographiques sur lesquelles les États sont construits. De plus, il y a une méfiance envers les élus et les partis politiques, ce qui diminue leur légitimité pour réellement prendre des décisions.

La session a ensuite continué avec une présentation de **Kenza Amara-Ammou**, (post-doctorante, UCLouvain) et **Raouf Ben Ammar** (membre du Collectif citoyen) sur les perceptions de la représentation pour les personnes vivant dans des situations socio-économiques difficiles.

Les conclusions générales de cette présentation étaient que, pour certains groupes de citoyens, la politique (ce qui inclut la participation citoyenne) devait d'abord traiter des

problèmes d'urgences auxquels ils étaient confrontés tels que le mal logement, la sécurité, l'accès aux soins, la discrimination... « *Comment s'intéresser au fonctionnement de sa cité quand on peine à remplir le frigo ?* ».

Ces groupes ont une lecture différente de la participation citoyenne, qu'ils envisagent plus en tant qu'un outil concret pour agir directement sur leurs problèmes. Pour ces groupes, il n'y a pas de volonté de renforcer la légitimité du système des élus et d'inclure certaines tranches de population, ils veulent voir des effets concrets dans l'espace public.

Dans certains cas, la participation initiée par les pouvoirs publics peut être perçue avec scepticisme et entraîner une méfiance envers certains processus initiés par les élus. « *On fait de la participation citoyenne pour faire plaisir aux copains* ».

SESSION 3 – QUI SONT LES (NON-)PARTICIPANTS ?

La troisième session a débuté par une présentation de **Vincent Jacquet** (Professeur assistant à l'UNamur) sur les non-participants. Durant cet exposé, il a notamment mis en avant les différentes logiques qui poussaient des citoyens à ne pas participer.

Parmi celles-ci, nous pouvons citer en exemple : le sentiment d'incompétence, pouvant être lié au statut social ou encore au genre et qui correspond à la « *compétence subjective que s'accordent ou ne s'accordent pas les tirés au sort pour prendre part aux dispositifs délibératifs* » ; la disponibilité temporelle liée à la disponibilité des tirés au sort en journée, week-ends ou semaine ; ou encore la crainte des interactions en public ou dynamique interne.

Nino Junius (Postdoctorant à l'UAntwerp) a ensuite pris la parole afin de répondre à la question : « *Qui sont les participants ? - Les mini-publics sont-ils représentatifs ?* ». Il a débuté sa présentation en expliquant que le profil de participant le plus représenté était celui des hommes d'âge moyen, ayant un niveau d'éducation élevé. Le tirage au sort, bien qu'imparfait, reste la meilleure option et permet une plus grande représentativité que d'autres contextes politiques (listes électorales...) car il permet théoriquement d'entendre des voix qui ne le sont pas habituellement.

Il a également souligné que les participants étaient plus enclins à participer et à rester dans le processus s'ils étaient eux-mêmes acteurs des procédures de participation (co-auteurs via l'établissement de l'ordre du jour ; des techniques de facilitation utilisées ; ou encore des procédures de décision).

SESSION 4 – PERCEPTIONS DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Pour la dernière session de la première journée, ce sont **Nina De Smedt** et **Willem Goutry**, ([GASPAR research group – Universiteit Gent](#)) qui sont venus présenter leur étude sur les

perceptions et souhaits des citoyens sur la participation citoyenne au niveau local. Dans cette étude, ils ont demandé à des citoyens, des fonctionnaires et des élus comment ceux-ci souhaiteraient traiter d'une question au niveau local comme l'utilisation d'un bâtiment vide et la manière de décider de sa nouvelle utilisation.

Il s'est dégagé de leurs observations que chaque groupe d'acteurs avait des préférences différentes en fonction de leur position dans la société. Ils ont, par exemple, cité la société civile et les politiques (bourgmestres, échevins...) qui préféreraient le recours à des conseils consultatifs, les fonctionnaires qui opteraient pour des panels citoyens ou encore les citoyens qui préféreraient eux être consultés en ligne.

C'est **Camille Bedock**, (Professeur, Science Po Bordeaux) qui a clôturé la première journée du colloque en abordant la question : « *Quelle démocratie pour les citoyens désenchantés ?* ». Elle a expliqué que le désenchantement des citoyens était lié à leur remise en cause du système politique actuel. Ces citoyens souhaitent reprendre une partie du pouvoir aux élus mais pas son entièreté. En effet, pour eux, la représentation reste indispensable mais ils souhaitent avoir plus de contrôle sur ces élus via des possibilités de sanctions en cas de mauvaise gouvernance, de mauvaise représentation de leurs intérêts, des promesses électorales non tenues.

Elle a également mis en avant le fait que souvent, des processus participatifs étaient mis en place sans réellement redistribuer le pouvoir et que cet élément allait renforcer la défiance parmi ces citoyens désenchantés.

Deuxième journée du colloque – 16 novembre 2023

SESSION 5 – VUE D'ENSEMBLE DES SOLUTIONS PARTICIPATIVES

Pour débiter la deuxième journée du colloque, **Pierre-Etienne Vandamme**, (postdoctorant, KULeuven) a fait une présentation sur « *Les innovations démocratiques pour réconcilier citoyens et élus.* ». En plus de satisfaire la demande de participation qui émane de plus en plus des citoyens depuis ces dernières décennies, ces innovations démocratiques permettent de s'assurer que les décisions soient plus en phase avec les aspirations des citoyens et renforcent également la confiance des citoyens dans leurs représentants.

Pierre-Etienne Vandamme a présenté différentes manières permettant une réconciliation entre les citoyens et les élus: un renforcement de la confiance dans le système représentatif via une démocratie plus ouverte (ouverture constante aux suggestions citoyennes; droit de pétition; droit d'initiative législative...), une approche collaborative via la co-construction des lois ainsi que la délibération et reddition des comptes, un renforcement du contrôle du citoyen grâce à des audits citoyens, un droit de révocation ou encore un referendum abrogatif.

Ensuite, **Guillaume Petit** (docteur en science politique - Univ. Paris 1, CESSP) a abordé la question de l'institutionnalisation des dispositifs participatifs : « *L'éternel recommencement des politiques locales de démocratie participative : l'expérimentation permanente contre l'institutionnalisation* » et a abordé la question suivante : "Comment les politiques de démocratie participative peuvent-elles perdurer au-delà du registre expérimental ?"

Partant de cas pratiques, Guillaume Petit a, dans un premier temps, développé les différents critères de l'institutionnalisation pour ensuite présenter le cycle essoufflement/renouvellement qui caractérise la participation aujourd'hui. Il présente ce cycle de la manière suivante :

"Il y a essoufflement de la participation. Les justifications de ce constat sont souvent les mêmes : baisse de la fréquentation, non-renouvellement, entre soi des assemblées citoyennes, non-réponse et non-prise en compte des demandes. Les dispositifs institués semblent voués à alimenter une lassitude au-delà de la dynamique de lancement, d'autant plus en l'absence d'effets concrets sur l'action publique.

Un cycle essoufflement-renouvellement semble consubstantiel à la logique de l'offre de participation. Ainsi, la participation doit sans cesse être renouvelée par de nouveaux formats et plans de communication. Le verdict de l'essoufflement est activé variablement selon les intérêts des acteurs : des fonctionnaires qui souhaitent améliorer les procédures ou briser leur routine, des élus qui veulent imprimer leur marque à la démarche ou s'en détacher, des prestataires qui y trouvent une justification de leur solution de participation. D'où le possible maintien de l'intérêt à faire participer, sans pour autant octroyer une réelle participation." (G. Petit, 2023)

SESSION 6 – TEMOIGNAGES

La sixième session était dédiée à des témoignages de chercheurs ayant observé et étudié divers projets participatifs.

C'est d'abord **Victor Sanchez-Mazas** (postdoctorant, Université de Genève) qui a présenté le projet [DEMOSCAN](#) sur la combinaison de référendums et panels citoyens en Suisse. Il a commencé par expliquer les systèmes de votations en Suisse en donnant quelques exemples notables tels que le scrutin sur l'adhésion à l'Espace économique européen en 1992 ou encore la loi climat en 2023.

Il a également abordé la question du malaise démocratique en Suisse en partageant des chiffres concernant la participation des Suisses. Il apparaît, qu'en moyenne, 45% des citoyens participent aux élections et aux votations et que 80% de la population vote de manière sélective, c'est-à-dire, seulement pour des sujets qui les intéressent. Parallèlement à cela, il

existe un déséquilibre dans la représentativité descriptive où l'on voit par exemple que seulement 3,3% de jeunes ont participé en 2019.

Il a ensuite présenté le projet Demoscan qui a pour objectif de combiner un processus de panel citoyen issu du modèle d'Oregon « Citizens Initiative Review » avec un referendum. Les objectifs de ce projet sont d'améliorer le débat public avec la perspective délibérée des citoyens, de fournir une information simplifiée et vérifiée (évacuation de la rhétorique populiste), de permettre une ouverture sur d'autres perspectives et d'augmenter la participation aux votations.

Parmi les différents résultats observés, on a notamment constaté une légère augmentation de la confiance envers certaines institutions, une augmentation de la compréhension du sujet et des enjeux de la votation ainsi qu'une diminution de l'influence de l'idéologie partisane.

Ensuite, **Ann-Mireille Sautter** (doctorante, UCLouvain) a présenté le modèle *Oostbelgien* en communauté germanophone et ses particularités. Ayant observé le processus pendant plusieurs mois, elle a mis en avant les défis auxquels le modèle avait été confronté ainsi que l'impact que les différents panels avaient eu.

Sur les cinq panels, seuls les résultats des deux premiers sont connus, les autres étant en cours d'analyse ou en cours de réalisation. Le premier panel portant sur la thématique des soins de santé s'est conclu avec 13 recommandations. De ces recommandations, 9 ont reçu un soutien du parlement. Il est important de souligner que parmi ces 9 recommandations, 4 avaient connu des modifications majeures des politiques, ce qui avait été relativement mal accueilli par les participants du panel. Pour le deuxième panel portant sur l'inclusion, ce sont 31 recommandations qui ont été portées par les citoyens, dont 18 ont été soutenues par le parlement (dont 7 ayant subi des modifications majeures).

Ann-Mireille Sautter a conclu sa présentation en soulignant les grands défis de ce modèle. Parmi ceux-ci, elle a notamment parlé de la visibilité du processus et de la nécessité d'avoir une meilleure communication autour du modèle Oostbelgien. En effet, ce manque de visibilité a un impact direct sur le dispositif et plus particulièrement sur la difficulté à recevoir une thématique qui dépasse le seuil nécessaire de signatures pour pouvoir en faire un sujet. « *Ce projet est connu dans le monde entier mais pas en communauté germanophone. Nous n'arrivons pas/plus à recueillir assez de signatures pour mettre un thème à l'ordre du jour* »

SESSION 7 – REFLEXIONS SUR L'USAGE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

La dernière session de présentation du colloque a rassemblé des orateurs internationaux anglophones. Les participants ont eu l'occasion d'entendre **Frank Hendriks** (Professeur, Tilburg Universiteit) sur « Rethinking Democratic Innovations. Cultural Clashes and the Reform of Democracy ». Cette présentation soulignait l'importance d'alterner les différents types d'innovation démocratiques.

En faisant cela, ces processus combinés pouvaient combler leurs failles et se renforcer mutuellement. En exemple, il a notamment mentionné les mini-publics, qui possèdent une qualité délibérative et le referendum qui a une caractéristique décisive.

Nicole Curato (Professeur, Université de Canberra) a clôturé les sessions de présentations du colloque en abordant la question de l'intégrité délibérative – « *Deliberative Integrity* ». Lors de sa présentation, elle a notamment abordé les questions principales suivantes :

- Comment la communauté de praticiens caractérise-t-elle les risques d'intégrité dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des mini-publics délibératifs ?
- Comment la communauté de praticiens réagit-elle à ces risques ? Devrions-nous avoir des normes mondiales ou internationales ?

Les risques identifiés étaient les suivants : qualification de « délibératives » de pratiques qui ne le sont pas réellement, promotion d'une boîte à outils pour la participation qui ne tient pas compte des contextes locaux, externalisation de la gouvernance à un secteur ayant des intérêts commerciaux, vulnérabilité à la cooptation par l'État. Différentes pistes de solutions ont été abordées telles que la transparence du processus ou encore la création d'un mécanisme de suivi (via des standards internationaux, des évaluateurs externes...).

SESSION 8 – EXERCICE DE SYNTHÈSE

La dernière session du colloque consistait en un exercice de brainstorming avec les participants afin de faire émerger les questions restantes qui seraient abordées lors de la soirée de clôture.

La première question qui est ressortie des discussions concernait l'existence, à travers le monde, de lieux non-institutionnalisés qui avaient pour objectifs de rassembler les citoyens et qui seraient co-gérés par ceux-ci. En effet, pour les participants, il manquait cruellement de lieux de références, propices aux rencontres informelles et qui permettraient aux citoyens d'échanger des informations et des opinions sur de nombreux sujets.

Un deuxième point important à aborder pour les participants concernait la définition des sujets abordés dans les processus délibératifs. Ils se sont demandés s'il était pertinent de partir de l'accord de majorité d'un gouvernement et de proposer aux citoyens de s'y pencher et de sélectionner une thématique qui les intéresserait. De cette manière, on éviterait le risque de sortir des priorités politiques, ce qui complexifie souvent l'accès à une thématique. Cependant, il a également été question du devenir des aspirations des citoyens qui ne se situaient pas dans l'agenda politique.

Une autre thématique qui a été approfondie lors des échanges de cette dernière session concernait les formats hybrides dans la participation et plus particulièrement au niveau global.

Les participants se sont questionnés sur la possibilité de débattre sur des problèmes d'ordre mondiaux à une échelle locale et si c'était possible, la manière d'articuler différents formats de participation et de délibération.

Finalement, la cinquième question ayant émergé de ces discussions concernait l'intelligence artificielle, ses opportunités et dangers pour la démocratie.

Soirée de clôture du colloque

Le colloque s'est conclu par une conférence ouverte au grand public qui a rassemblé citoyens, élus, académiques, fonctionnaires et praticiens. La soirée a débuté par une introduction de la Bourgmestre d'Auderghem **Sophie de Vos** ainsi que d'un résumé des présentations et échanges des deux dernières journées par **Julien Vrydagh** et **Dimitri Lemaire**.

Sur base des échanges et questionnements ayant émergé lors de la huitième session du colloque, une séance de questions – réponses a eu lieu durant laquelle **Nicole Curato** et **Frank Hendriks** intervenaient en tant qu'orateurs principaux.

La soirée s'est terminée avec les remerciements des organisateurs et un verre de l'amitié.